

Suppression des commissariats de police : Les Maires en colère

Les Maires du Val-de-Marne ont manifesté lors d'une réunion de l'Association des Maires ce jeudi 30 mars leur colère quant à la forme et au fond de ce projet de réforme des districts de police et des commissariats dans le département.

Sur la forme, les Maires s'indignent de la méthode visant à porter à connaissance par voie de presse mettant ainsi les élus locaux devant le fait accompli et sans aucune concertation, un projet de réforme du service public de police d'une telle ampleur. Cette méthode qui constitue un inadmissible déni de démocratie a été unanimement dénoncée.

Sur le fond, les Maires dénoncent le caractère incohérent du projet et demandent son retrait immédiat.

En effet, dans un contexte de crise sociale, d'état d'urgence, d'élection, de chute des dotations de l'Etat aux communes, de fermetures de services publics de proximité assurés par l'Etat déconcentré ou ses opérateurs (les bureaux de poste, les trésoreries municipales, les polices de proximité les antennes de la CPAM et d'Edf, etc...), cette annonce de suppression unilatérale de commissariats apparaît comme une provocation supplémentaire et plus encore comme un risque important de déstabilisation des populations de notre département dans l'agglomération.

Par ce projet, **les Maires** redoutent un objectif à peine masqué de transfert supplémentaire de missions régaliennes de l'Etat vers les villes (que celles-ci disposent d'une police municipale ou pas). Ceci aurait un impact financier majeur et inévitable sur les services municipaux et ferait peser sur les communes une responsabilité de police nationale.

Les Maires relèvent aussi que ce projet mettra également en danger la pérennité des partenariats locaux existants entre l'Etat et les collectivités, dont le déploiement a toujours été encouragé par l'Etat.

A contrario et dans le contexte national et départemental précédemment évoqué, les Maires demandent l'octroi d'effectifs de police supplémentaires, de moyens matériels supplémentaires (voiture de patrouille de jour et de nuit,..) et la rénovation des commissariats vétustes parfois indignes d'accueillir usagers du service public et fonctionnaires de police.

Les Maires proposeront dans les prochaines semaines des actions de mobilisation contre ce projet. Ils demandent à être rencontrés par Monsieur le Préfet du Val-de-Marne.